*Gouverner l'éducation par les nombres ? Usages, débats
et controverses*

Georges Felouzis, Siegfried Hanhart

Bruxelles, De Boeck, 2011

Xavier Pons

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2260>

DOI : 10.4000/ries.2260

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2012

Pagination : 33-34

ISBN : 978-2-85420-594-7

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Xavier Pons, « *Gouverner l'éducation par les nombres ? Usages, débats et controverses*
Georges Felouzis, Siegfried Hanhart », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 59 | avril
2012, mis en ligne le 01 avril 2012, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2260> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.2260>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Gouverner l'éducation par les nombres ? Usages, débats et controverses

Georges Felouzis, Siegfried Hanhart

Bruxelles, De Boeck, 2011

Xavier Pons

RÉFÉRENCE

Gouverner l'éducation par les nombres ? Usages, débats et controverses, Georges Felouzis, Siegfried Hanhart, (Éds), Bruxelles, De Boeck, 2011, 232 p.

- 1 L'ambition de cet ouvrage, selon ses coordonnateurs, est de « travailler à ce nécessaire désenchantement du “gouvernement par les nombres” » qui s'installe dans un grand nombre de systèmes éducatifs, de montrer le décalage irrémédiable entre un « modèle idéal des politiques scolaires dont la régulation et la transparence seraient assurées par des comptes-rendus objectifs et réguliers sur leur fonctionnement et [...] la réalité concrète des usages contextualisés de l'évaluation qui en changent nettement le visage » (p. 28). L'ouvrage pose ainsi la question des nouveaux détenteurs du pouvoir dans un système régulé par l'évaluation et aspire à « forger un nouveau concept descriptif » de cette dernière (p. 9).
- 2 Il rassemble les contributions de chercheurs francophones confirmés aux objets d'analyse, aux méthodologies et aux perspectives théoriques différents. À partir des réflexions au fondement d'un projet comparatiste en cours, C. Paradeise et J-C. Thoenig proposent une typologie des formes d'appropriation par les universités de différents pays des nouvelles normes internationales en matière de qualité, reposant sur deux critères, le degré d'attention au prestige et le degré d'attention à l'excellence.
- 3 C. Maroy et C. Mangez montrent, sur la base de plusieurs recherches, que les nouvelles politiques scolaires en matière de pilotage et d'évaluation mises en œuvre en Communauté française de Belgique depuis le milieu des années 1990 consacrent un

profond changement de paradigme qui envisage désormais l'école comme un « système de production scolaire » (p. 62). Ce changement est le fruit d'une conjoncture spécifique (la crise de l'école) et des nouvelles orientations politiques définies par certains « entrepreneurs institutionnels ».

- 4 N. Mons et M. Crahay synthétisent les conclusions de plusieurs revues de littérature et affirment qu'il existe, dans un grand nombre de pays, un décalage important entre la mise en œuvre d'évaluations standardisées des acquis des élèves et la banalisation de la rhétorique de la culture d'évaluation d'un côté, et, de l'autre, le faible nombre de dispositifs d'évaluation des politiques éducatives qui prennent effectivement en compte les résultats de ces évaluations standardisées.
- 5 P. Bressoux et L. Lima reviennent sur le débat concernant les effets de la réduction de la taille des classes en France pour montrer, analyse documentaire et modélisations à l'appui, l'usage très sélectif par le ministère de l'Éducation nationale – et parfois infondé à leurs yeux – des études disponibles, pour justifier la possibilité donnée en 2010 aux inspecteurs d'académie d'augmenter les effectifs des classes.
- 6 A. Barrère souligne les trois tensions structurelles qui traversent l'impératif d'évaluation et qui expliquent sa mise en œuvre contrastée dans les établissements par leurs directeurs, notamment dans l'académie de Lille : une tension organisationnelle, qui consiste à prescrire de manière bureaucratique le développement d'une pratique visant à dépasser cette logique bureaucratique, une tension liée aux incertitudes entourant la notion d'évaluation et une tension entre l'instrument de rationalisation qu'est au départ l'évaluation et le projet politique qu'elle tend à devenir.
- 7 D'après l'enquête par questionnaire auprès de 2 144 directeurs d'établissement canadiens exposée par B. Cattonar et C. Lessard, ceux-ci adhèrent globalement à la régulation par les résultats progressivement mise en œuvre dans les provinces canadiennes et perçoivent de manière plutôt positive la redéfinition normative de leur métier, même si ces perceptions varient selon les aspects de cette nouvelle régulation, les provinces, les niveaux, les publics scolaires et la localisation de l'école.
- 8 L'ouvrage se termine par trois contributions relatives au contexte suisse. G. Solaux, J-M. Huguenin, J-P. Payet et J. V. Ramirez reviennent sur le rôle joué dans le canton de Genève par l'Observatoire du fonctionnement de l'enseignement primaire, dont ils sont tous membres, dans l'évaluation de la réforme ayant affecté ce niveau d'enseignement en 2008. Ce dernier auteur propose ensuite une analyse des résultats des élèves genevois aux épreuves cantonales en fonction des notes moyennes qu'ils ont obtenues dans l'enseignement secondaire. Il montre que les évaluations externes permettent de réduire les inégalités scolaires liées à la filière et aux caractéristiques des élèves. Synthétisant plusieurs travaux empiriques, J-M. Falter met en évidence que l'insertion professionnelle des jeunes suisses et leur niveau de salaire ne dépendent pas que de leurs compétences de base.
- 9 Si ces contributions, prises individuellement, sont particulièrement riches et permettent utilement de varier les angles d'analyse, l'ouvrage, dans son ensemble, présente à nos yeux au moins deux limites. L'absence de définition préalable de l'évaluation en introduction implique que, comme dans d'autres livres sur ce thème, l'analyse oscille perpétuellement entre une évaluation comprise comme un outil de régulation et une évaluation comprise comme une production de connaissance, sans toujours pouvoir préciser quand ces dimensions convergent ou divergent et selon quelles modalités empiriques. Par ailleurs, contrairement à ce qu'évoque le titre de

l'ouvrage, l'art de gouverner est finalement très peu étudié. Or cette étude aurait permis, dans certains chapitres, d'éviter des naïvetés récurrentes sur les « politiques » ou les administrations scolaires aux pratiques visiblement incohérentes. Elle aurait évité également quelques injustices faites à la science politique. Elle aurait enfin permis de relativiser les théories, visiblement prises pour évidentes en introduction, d'un passage avéré et établi à une régulation post-bureaucratique des systèmes éducatifs et d'un transfert de pouvoir des professionnels au « politique » et aux usagers.

AUTEURS

XAVIER PONS

Largotec, UPEC, Maître de conférences à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC), chargé de conférence à l'IEP de Paris et chercheur associé à l'Observatoire sociologique du changement (OSC-Sciences-Po). Membre de plusieurs projets de recherche comparatifs (Know&Pol, Evalexe), ses travaux de sociologie des politiques éducatives portent principalement sur l'évaluation, les statistiques scolaires et l'évolution des groupes professionnels dans l'action publique.